



Défense de la thèse réformiste

RÉFORMISME DE GAUCHE ET RÉFORMES DE DROITE

*Par Carlos Crespo
Militant progressiste et travailleur de l'associatif*

L'opposition entre réformisme et révolution a déjà donné lieu à maints échanges entre théoriciens bien plus autorisés que l'humble auteur de ce modeste billet. L'idée de ce texte n'est pas de rejouer une énième fois le match entre Bernstein et Luxembourg mais bien d'évoquer ce qu'est le réformisme au XXI^{ème} siècle ou plutôt ce qu'il pourrait être.

Le compromis social-démocrate (ou fordiste), en vigueur pendant quelques décennies après la seconde guerre mondiale, se basait sur un accord pour que les entreprises puissent produire grâce à des travailleur.se.s suffisamment payés pour pouvoir consommer leurs productions. La lutte des classes semblait avoir été surmontée par une sorte de paix des braves entre patrons, à qui l'on assurait le maintien de la propriété privée des moyens de production et d'une version régulée du capitalisme, et des travailleur.se.s qui obtenaient une certaine redistribution des richesses et des conditions de vie dignes. Les patrons, effrayés par la perspective d'une révolution communiste (et la présence à proximité de nos frontières des chars de Staline), avaient accepté de négocier pour garder à tout le moins une partie de leurs profits. A l'époque, les réformistes dans l'Europe occidentale des « trente glorieuses » étaient plutôt de gauche et même parfois d'une gauche que l'on n'aurait aucune peine à qualifier aujourd'hui de radicale. André Renard, leader syndical et régionaliste wallon, meneur des grèves de 60-61 contre la loi « Unique », portait la revendication d'une réforme de « structures » favorable au monde du travail. François Mitterrand disait au Congrès d'Épinay¹, au moment où il rassemblait les socialistes français autour d'un programme réformiste de gauche, que les socialistes devaient être pour la rupture avec le capitalisme ! Même le parti social-démocrate allemand qui rompit explicitement avec le marxisme lors du

congrès de Bad Godesberg en 1959 restait une formation politique assumant un programme réformiste de gauche². Ce réformisme a historiquement permis d'obtenir de nombreuses conquêtes sociales pour les travailleur.se.s.

A partir des années 80, le néo-libéralisme s'imposa dans le domaine économique mais aussi dans le monde politique au sein duquel Thatcher et Reagan furent les principaux thuriféraires. En 1989, le mur de Berlin tombe emportant avec lui « le socialisme réel » et la peur qu'il suscitait au sein des classes dominantes. Certains, emportés par leur lyrisme, proclamèrent alors la fin de l'histoire mais ce sera juste la fin du réformisme de gauche dans le monde occidental. La Gauche gardait le bouclier pour défendre les conquêtes sociales existantes mais se privait du glaive pour en conquérir de nouvelles !

Aujourd'hui, pour peu que l'on se cantonne dans la vision aussi étriquée que répandue de ce que devraient être les réformes à mener par les pouvoirs publics à tout le moins au niveau socio-économique, la Droite est réformiste par essence et la Gauche est conservatrice par nature. Les faiseurs d'opinion apprécient seulement les dirigeants de « gauche » quand ils font des réformes de « droite ». Désormais la mondialisation de l'économie imposerait une concurrence accrue à nos entreprises. Les seules réformes nécessaires voire possibles consisteraient à les libérer des « charges » garantant d'une solidarité et d'une redistribution et des « entraves » comme le droit du travail.

Emmanuel Macron est aujourd'hui l'archétype du réformiste « moderne ». Lors de son bref passage au Ministère français de l'économie, il a donné un aperçu de sa volonté réformatrice, notamment en libéralisant le travail de nuit et le dimanche ainsi que le secteur de transport de pas-

sagers par car. Pendant la campagne des présidentielles françaises, le « socialiste » Gérard Colomb, maire de Lyon, a appelé les « réformistes » à se réunir derrière Emmanuel Macron³, trahissant au passage le candidat de son parti pas assez « réformiste » à son goût. Son départ du gouvernement avait déçu certains éditorialistes qui y voyaient l'enterrement de la France « prête à se réformer »⁴, sa récente élection va sans doute susciter beaucoup d'espoirs chez les « réformistes » ! L'enthousiasme médiatique autour de l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence semble dépasser la joie légitime des démocrates devant la défaite de sa rivale d'extrême-droite, Marine Le Pen. On peut faire l'hypothèse qu'il existe une sorte de conditionnement aux thèses néolibérales des journalistes des médias dominants couvrant les questions économiques. Le caractère aujourd'hui hégémonique dans le domaine des sciences économiques des théories dites « de l'offre » réduit le champ des possibles en ce compris dans le traitement de l'information.

Le rôle de la superstructure, pour reprendre la terminologie marxiste, dans la reproduction de l'ordre économique existant en France comme en Belgique est intéressant à analyser dans le cas du plan Marshall impulsé par le Gouvernement PS-CDH en 2005. Ainsi, une certaine presse a relayé complaisamment les analyses partisans relatives au « déclin wallon » et a contribué à préparer les esprits à une politique économique plus volontariste (donc moins étatique cela va de soi). Elio Di Rupo, revenu alors de Porto Alegre et hors campagne électorale, se sent alors obligé de donner des gages à ceux qui le pressent d'accélérer le redressement wallon et lance en juin 2005 son appel à la mise en place d'un « plan Marshall ». Fin août 2005, le plan Marshall est sur les rails. Près d'un milliard et demi d'euros sont débloqués par les pouvoirs publics pour stimuler l'activité économique. Les principales nouveautés résident dans la mise en place de pôles de compétitivité dans des domaines où la Wallonie pourrait « exceller à l'échelle européenne et mondiale » et des allègements fiscaux pour les entreprises.

Le résultat a été salué tant par la grande presse que par le patronat. Celui-ci ne se prive pas de mettre en exergue le fait que les pôles de compétitivité tels que créés par le plan Marshall sont exemplaires notamment parce que « *Les pouvoirs publics ont encadré leur création en mettant en place des mécanismes financiers et administratifs particuliers mais ils sont gérés par des industriels* »⁵. La quintessence du néolibéralisme : outre la réduction de la fiscalité, l'intervention étatique réduite à la création des conditions favorables au déploiement du libre marché. Le succès médiatique en devenait presque prévisible !

Dans la novlangue néolibérale, le réformisme de droite est devenu le réformisme tout court. Pour la pensée dominante, le réformisme de gauche n'est plus qu'une aberration économique voire une hérésie politique. Le rôle des dirigeants européens étant supposé se limiter selon les principes de l'ordo-libéralisme allemand à prendre des mesures favorables au marché et à préserver l'équilibre budgétaire de l'État.

La Gauche doit se rétablir, comme catalyseur des espoirs, comme espace des possibles, comme lieu de production des alternatives ! Sans cela, ce n'est plus la Gauche. Cela implique d'accepter une confrontation avec les classes possédantes, ce qui n'arrive pas exclusivement lors de révolutions. Certes, la perspective révolutionnaire paraît peut-être plus enthousiasmante mais demeure encore plus éloignée. Dans les pays occidentaux, les « prolétaires » de Marx ont désormais plus à perdre que leurs chaînes. Il est vrai que si la détérioration actuelle des conditions de travail se poursuit à ce rythme, on reviendra peut-être un jour à la situation du début du XX^{ème} voire du XIX^{ème} siècle. Mais est-il justifiable de souhaiter voir les travailleurs aller au bout de l'obscurité capitaliste pour espérer observer les vieilles lunes révolutionnaires ? Finalement, le début du grand soir sera peut-être ce moment où le réformisme de Gauche, porteur de droits nouveaux et de bien-être accru, se réaffirmera dans le débat public préalablement à une action politique concrète en fonction des intérêts du plus grand nombre et avec la nécessaire mobilisation de celui-ci.

¹ <http://www.ina.fr/video/I09082533>

² <http://www.alternatives-economiques.fr/1959-bad-godesberg-ladieu-spd-marxisme/00021091>

³ <http://www.bfmtv.com/politique/collomb-appelle-les-reformistes-a-s-unir-derriere-macron-1106242.html>

⁴ <https://www.letemps.ch/opinions/2016/08/30/macron-lechec-dun-reformisme>

⁵ http://www.ucm.be/C1256COD003C8BF5/_/87E728E5B3976A6BC1257577004ADOC3?OpenDocument